



## Nicolas Sarkozy tente en vain de rassurer les internes

[ 17/10/07 ]

En déplacement à Bordeaux pour installer la commission Larcher sur les missions de l'hôpital, Nicolas Sarkozy a été accueilli par 500 internes en grève pour défendre leur liberté d'installation. Le président de la République a assuré qu'il formaliserait par un amendement au projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2008 « *l'engagement de les associer à la future négociation conventionnelle* », imposée par ce texte, sur la régulation de l'installation des praticiens dans les zones où ils sont trop nombreux : « *La négociation ne deviendra exécutoire qu'après consultation* » des internes, a-t-il souligné, en exprimant son « *attachement à la liberté d'installation* ».

Mais Nicolas Sarkozy exclut de retirer l'article du PLFSS, comme l'exigent les grévistes, même s'il garantit qu'il n'y aura pas de « *conventionnement sélectif pour les personnes actuellement en internat. Je ne veux pas changer les règles du jeu en cours de route.* »

### Fin de non-recevoir

De fait, cela repousse à au moins trois ans la mise en oeuvre d'éventuelles mesures. La coordination des internes a envoyé une fin de non recevoir : « *Le président de la République refuse d'entendre les jeunes médecins et maintient le projet de gestion autoritaire et centralisée des effectifs médicaux.* »

Les internes poursuivent leur grève illimitée, et vont organiser des rencontres avec les présidents de conseils régionaux.

E. L.

► [Réagir à cet article](#) | ► [Voir les commentaires publiés \(0\)](#)

Tous droits réservés - Les Echos 2007